

Préface

Deux événements majeurs ont marqué l'histoire européenne en 2004 : l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale ainsi qu'à Chypre et Malte, et l'adoption du projet de traité constitutionnel européen. Ces deux événements ont fait débat tout au long de l'année car leurs implications touchent toutes les politiques de l'Union européenne, et son avenir même.

Pour autant, ces deux événements ne « surdéterminent » pas l'avenir de l'Union. Ils seront ce que les dirigeants politiques, élites intellectuelles, acteurs économiques, organisations sociales et syndicales en feront. L'élargissement peut, en effet, contribuer à faire de l'Europe sur la scène mondiale un nouveau modèle pour les autres régions et continents : un modèle de développement économique qui prend en compte les exigences du progrès social et du développement durable. *A contrario*, il peut aussi diluer l'Europe et ses objectifs politiques dans une zone de libre-échange sans autres ambitions que la concurrence et le commerce.

Il en va de même avec le projet de constitution européenne dont, à l'heure d'écrire ces lignes, la ratification par les vingt-cinq États membres ne semblait pas acquise. Bien qu'imparfait, ce projet permet d'améliorer le fonctionnement de l'Union européenne.

Élargissement et constitution européenne donneront à ceux qui s'en empareront l'opportunité de construire un nouveau projet politique, économique et social pour l'Europe. Ils seront ce que les acteurs décideront d'en faire.

Dans le contexte actuel de mondialisation précipitée, l'extension et le renforcement du modèle social n'est pas le moindre défi qui attend l'Europe. Il s'agit de faire face dans l'immédiat aux différentiels de développement économique et social en son sein, mais également de répondre aux attentes et besoins de l'ensemble des citoyens européens, et de tous ceux qui, sur cette planète, y placent leurs espoirs – et ils sont nombreux.

L'extension et le renforcement du modèle social européen nécessitent plus que jamais l'élaboration d'espaces transnationaux de dialogue au sein de l'Europe élargie. Par ailleurs, la diffusion d'informations et l'analyse des évolutions des politiques sociales européennes permettent non seulement d'alimenter les débats, mais aussi de peser sur les orientations politiques.

C'est dans cette optique que l'Institut syndical européen et le programme de recherche syndical suédois SALTSA se sont à nouveau associés avec l'Observatoire social européen pour produire une évaluation de la politique sociale européenne pour l'année 2004. Publié en français et en anglais, cet ouvrage vise à toucher un large public et à susciter réflexions et débats sur l'état et les perspectives de l'Europe sociale. Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

Henning Jørgensen (ETUI-REHS), Lars Magnusson (SALTSA),
Philippe Pochet (OSE), Christophe Degryse.